

Audience: La Première Dame reçoit Gbi de Fer et Kolo Touré



CONNECTION

IVOIRIENNE.NET

info@connectionivoirienne.net - Premier site d'information et d'actualité - Indépendant en Côte d'Ivoire - vendredi 06 Juin 2026

Politique

Nations Unies New-York

Tidjane Thiam assigne la Côte-d'Ivoire devant le Comité des droits de l'homme

Présidentielle 2025
en Côte d'Ivoire



info@connectionivoirienne.net

Nations Unies New-York

Tidjane Thiam assigne la Côte-d'Ivoire devant le Comité des droits de l'homme

Cheick Tidjane Thiam,
porteur d'un espoir de
transformation profonde
pour la Côte d'Ivoire



Politique

Le président du PDCI-RDA et candidat déclaré à la présidentielle d'octobre 2025, Cheick Tidjane Thiam, a saisi officiellement le Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Il entend ainsi contester, au niveau international, les décisions de justice ivoiriennes qu'il juge attentatoires à ses droits civils et politiques. Cette action intervient en l'absence de recours internes efficaces, selon lui. Le PDCI-RDA appelle à une mobilisation nationale et internationale en faveur d'une élection équitable et inclusive.

COMMUNIQUÉ DU PDCI-RDA version optimisée et fluidifiée

Le Président du PDCI-RDA, Monsieur Cheick Tidjane THIAM, par ailleurs candidat du parti à l'élection présidentielle du 25 octobre 2025, a officiellement saisi le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, organe chargé de veiller à l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette démarche intervient en raison de l'absence de recours internes effectifs en Côte d'Ivoire, alors que plusieurs décisions de justice récentes ont gravement porté atteinte à ses droits civils et politiques. N'ayant d'autre option pour faire valoir ses droits, le Président Cheick Tidjane Thiam s'est tourné vers cette

instance internationale, dont l'autorité est reconnue par l'État de Côte d'Ivoire depuis la ratification, le 5 mars 1997, du Protocole facultatif au Pacte international. Cette saisine est parfaitement conforme à la Constitution ivoirienne, notamment à son article 123, qui confère une primauté aux traités et accords internationaux régulièrement ratifiés, dont ce Pacte fait partie depuis le 26 mars 1992. Elle s'inscrit donc dans la légalité républicaine et dans l'esprit de l'État de droit.

Face à cette situation, le PDCI-RDA :

appelle tous ses militantes et militants, ainsi que l'ensemble des Ivoiriennes et Ivoiriens, à demeurer mobilisés autour du Président Cheick Tidjane Thiam, porteur d'un espoir de transformation profonde pour la Côte d'Ivoire ; Activités de plein air

renouvelle son appel à la communauté internationale, afin qu'elle s'investisse pleinement pour garantir une élection présidentielle juste, inclusive, transparente et sans discrimination, en octobre 2025 ;

met en garde contre le risque d'un effondrement définitif des fondements républicains de notre pays, avec des conséquences directes sur la stabilité et la sécurité de la sous-région

Audience: La Première Dame reçoit Gbi de Fer et Kolo Touré



La Première Dame, Madame Dominique Ouattara, a reçu en audience ce mardi l'humoriste ivoirien Gbi de Fer, accompagné de sa fille. Figure emblématique de la scène humoristique nationale, il est venu lui témoigner sa reconnaissance pour son soutien constant au secteur culturel et aux artistes. « Elle trouve toujours du temps pour nous, malgré un emploi du temps chargé. Cela nous touche énormément », a déclaré l'artiste, fondateur du Djely Théâtre d'Abidjan. Le même

jour, Madame Ouattara a également accueilli l'ancien international de football Kolo Touré, en visite à Abidjan avec son épouse. « Il était important pour moi de venir la saluer, prendre de ses nouvelles et lui exprimer tout notre soutien pour ce qu'elle fait, avec le Président, pour notre pays », a-t-il confié. Kolo Touré a également salué les transformations visibles dans la capitale, reflet des efforts de développement en cours.

Service public de la Justice

Le tribunal d'Abobo enfin inauguré – Plus besoin d'aller au Plateau ni à Bingerville pour un papier



Après 17 ans de travaux, le tribunal de première instance d'Abobo est officiellement ouvert au grand public au terme d'une cérémonie d'inauguration aux allures de liesse populaire présidée par le premier ministre Robert Beugré Mambé. Situé au quartier BC (Belle cité jamais réalisée), le joyau architectural réalisé par des entreprises ivoiriennes aura coûté 16 milliards 630 millions de FCfa aux dires du Garde des sceaux ministre de la Justice et des Droits de l'homme Sansan Kambiré. Les travaux de ce tribunal, ont été lancés en 2008, (le projet date de 1997) après l'ouverture du tribunal de Yopougon pour désengorger le tribunal du Plateau duquel dépendait Abobo. Les crises sociopolitiques successives retarderont les travaux jusqu'en 2011 où des financements seront apportés pour corser le projet initial en termes d'infrastructures.

Les populations d'Abobo n'ont pas boudé leur plaisir d'être à la cérémonie ce lundi 2 juin 2025 à l'invitation de leur maire Kandia Kamissoko Camara qui a exprimé toute sa joie dans son discours de bienvenue ainsi que sa gratitude au chef de l'Etat Alassane Ouattara qui a fait le retour d'ascenseur aux populations d'Abobo en y bâtissant des infrastruc-

tures structurantes qui transforment le visage et la réputation d'Abobo. Cette inauguration du lundi succède à celle du 23 mai dernier, le château d'eau d'Akéikoi. C'est la fin d'un calvaire pour les citoyens honnêtes qui voudront se faire établir des pièces administratives telles que les certificats de nationalité, les casiers judiciaires et autres. Pour les malhonnêtes et autres malfrats, il ne sera certainement pas le bienvenu mais ils devront faire avec, l'Etat ayant décidé de rapprocher les services judiciaires des justiciables.

« Je voudrais, d'entrée, rendre un hommage appuyé à Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, pour sa vision éclairée et résolument réformatrice de la justice ivoirienne. Sous son impulsion, la Côte d'Ivoire progresse dans la construction d'un État de droit fort, crédible, où la justice joue un rôle déterminant », a déclaré le garde des sceaux dans un discours soft et bien à propos, sans grandiloquence ni auto-célébration. Activités de plein air

L'œuvre monumentale qui s'élève majestueusement au milieu de ce quartier modeste où règnent cohésion et harmonie entre les populations, se présente comme suit dans son aspect physique, selon la description du Garde

des sceaux ; » Le site abrite désormais quatre (04) bâtiments totalisant 14 448 m² d'emprise au sol, comprenant des infrastructures adaptées à l'accueil du public, à la gestion des contentieux, à la sécurisation des procédures et à l'amélioration des conditions de travail du personnel judiciaire. Le Tribunal que nous inaugurons ce jour dispose, entre autres, de 167 bureaux dont cent quatorze (114) bureaux Magistrats et trente-six (36) bureaux pour le Greffe, de six (06) salles d'audience modernes conformes aux standards acoustiques élevés, de services de greffe informatisés, d'espaces de travail pour les Avocats et

les forces de sécurité, d'une bibliothèque, de trois (03) salles d'archives, d'une médiathèque, de deux (02) infirmeries, de deux (02) restaurants et de huit (08) cellules de détention ». Dans son ressort territorial, le tribunal de première instance d'Abobo couvre les communes d'Abobo, d'Alépé et d'Anyama. C'est un tribunal autonome adapté aux exigences de modernité pour un service de justice plus efficace

SD à Abidjan
sdebailly@yahoo.fr

Votre PUBLICITÉ

ICI ?

Contactez nous

Fin du Sara 2025

De nombreux pays se bousculent déjà pour être à l'honneur à la prochaine édition



Politique

Le ministre d'Etat ministre de l'Agriculture Adjourmani Kouassi a révélé le samedi 31 mai 2025 lors de sa prise de parole à l'occasion de la cérémonie de clôture dite scientifique de la septième édition du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales (Sara 2025) que douze (12)pays ont déjà adressé leur demande de candidature pour être le prochain pays à l'honneur de la huitième édition du SARA. Il s'agira pour eux d'être le pays à l'honneur qui succèdera à la République populaire de Chine qui était le pays à l'honneur de l'édition 2025. Ces derniers ont déjà acté leur volonté d'être le prochain pays à l'honneur du SARA après la République populaire de Chine pour la septième édition, en adressant des courriers à cet effet à la Côte d'Ivoire. Activités de plein air
Cependant, le ministre d'Etat fait savoir que ces demandes seront étudiées et le choix sera porté sur le pays qui aura fait les meilleures propositions pour aider véritablement la Côte d'Ivoire à atteindre son objectif de faire passer le pays d'une agriculture archaïque à une agriculture moderne.
L'engouement des pays qui frappent à la porte de la Côte d'Ivoire pour succéder à la Chine en tant que pays d'honneur de la huitième édition du SARA en 2027 traduit le suc-

cess de la septième édition qui a eu des échos favorables au-delà des frontières renforçant ainsi l'envergure internationale de cet événement qui célèbre le monde agricole et met en lumière les atouts du secteurs agricoles ivoiriens.

Activités de plein air

Des pays nous écrivent. Et nous demandent de les choisir en tant que pays à l'honneur pour la prochaine édition du SARA. Actuellement nous avons enregistré douze (12) pays à l'occasion de ce Salon.

Ils se sont fait enregistrer pour être pays à l'honneur>>, a révélé le ministre d'Etat ministre de l'Agriculture ivoirienne Adjourmani Kouassi.

Il s'est réjoui du succès de l'évènement. Toutefois, il fait savoir que le choix du prochain pays à l'honneur sera tributaire de la capacité de ce pays à pouvoir accompagner la Côte d'Ivoire à atteindre ses objectifs qui sont de voir son agriculture passer de l'étape archaïque et à une agriculture moderne de sorte à garantir au pays la souveraineté alimentaire. Il fait également savoir que la Chine le pays à l'honneur pour l'édition 2025 au regard de toutes ses prouesses remarquables n'est pas exclu.

M. Adjourmani a salué le rôle joué par la Chine en tant que pays à l'honneur qui a selon lui fait montre de savoir-faire, en ouvrant de nombreux stands qui ont permis d'exposer des outils utiles pour une agriculture moderne.

Une forte délégation Chinoise était présente, conduite par le Vice-ministre de l'Agriculture. C'est à juste titre que l'ambassadeur de Chine en Côte d'Ivoire SEM. Wu Jie a été élevé au rang de Commandeur dans l'ordre de mérite agricole, faisant partie des nombreuses personnalités distinguées dont le Premier ministre Ivoirien Robert Beugré Mambé, fait commandeur dans l'ordre du mérite agricole ainsi que de nombreux ministres Ivoiriens et des acteurs du secteur pour le rôle crucial joué dans le succès du Sara 2025.

Un succès qui s'exprime à travers des résultats obtenus

Cette édition a connu un succès tant au niveau de la mobilisation des participants, des visiteurs que de la qualité des panels et ateliers qui étaient de haut niveau. Plus de 450.000 visiteurs, 410 milliards FCFA de contrats signés pour cette édition conte 403

milliards FCFA en 2023. Activités de plein air
Plus de 100 panels et conférences contre 80 en 2023. 32 pays participants.

Les jeunes porteurs de projets agricoles ont pu bénéficier d'un fonds d'appui de 1,5 milliard FCFA de la part du gouvernement. Le Premier ministre Robert Beugré Mambé n'a pas caché sa joie face au succès de l'évènement. Il a révélé pour sa part le douzième axe de la vision du gouvernement dans le domaine agricole. Il s'agit de la recherche et de l'innovation.

La Côte d'Ivoire veut être champion en agriculture.

Surtout être parmi les dix meilleures nations du monde dans le domaine de l'agriculture. C'est pourquoi je voudrais dire que le SARA est un lieu pour gagner, pour découvrir>>, a souligné le Premier ministre ivoirien. Le SARA 2025 après dix jours, a refermé ses portes le dimanche 1er juin 2025 à travers la remise de matériels agricoles à des acteurs du monde agricole, afin de leur permettre d'accompagner le gouvernement ivoirien dans sa vision de modernisation de son agriculture.

Albert Zatté

Côte-d'Ivoire: Le PPA-CI de Gbagbo menace de renforcer sa mobilisation



Le Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI), formation politique fondée par l'ancien président Laurent Gbagbo, annonce une évaluation stratégique de la situation sociopolitique nationale à la mi-juin 2025. Une échéance décisive pour le parti qui, en l'absence de progrès tangibles, envisage de durcir le ton face à ce qu'il considère comme une impasse politique orchestrée par le pouvoir en place. Dans une déclaration récente à l'issue d'une réunion de son Comité central, le PPA-CI a indiqué que cette évaluation portera sur les revendications fondamentales qu'il n'a cessé de formuler depuis plusieurs mois : la réforme

consensuelle de la Commission Électorale Indépendante (CEI), l'accès équitable aux médias d'État, la libération des prisonniers politiques, et l'établissement d'un climat de confiance à l'approche des élections présidentielles de 2025.

« Si aucun signal clair n'est donné dans le sens d'une décrispation politique, nous prendrons nos responsabilités. Le PPA-CI ne restera pas passif face à la confiscation des droits démocratiques du peuple », a affirmé un cadre du parti, sous couvert d'anonymat.

Une stratégie de remobilisation progressive

Depuis le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire en 2021, le PPA-CI s'est imposé comme l'un des principaux pôles d'opposition, en quête d'un rôle plus actif dans le débat national. Toutefois, ses appels au dialogue inclusif peinent à trouver un écho favorable auprès du gouvernement, qui campe sur ses positions. Face à cette situation de blocage, la direction du parti prévoit d'intensifier la mobilisation de sa base à travers des meetings, des tournées régionales et d'éventuelles actions de protestation. L'objectif : contraindre les autorités à rouvrir un cadre de concertation politique avant les échéances électo-

rales.

Une inquiétude partagée dans l'opposition

Le PPA-CI n'est pas seul dans cette posture. D'autres partis d'opposition, à l'instar du PDCI-RDA, ont également exprimé leurs préoccupations face à ce qu'ils qualifient de recul démocratique en Côte d'Ivoire. La recomposition du paysage politique national, marquée par les départs successifs de figures historiques et l'émergence de nouveaux acteurs, rend le climat préélectoral d'autant plus incertain.

En toile de fond : les élections de 2025

L'élection présidentielle prévue pour octobre 2025 se profile déjà comme un moment de vérité pour la démocratie ivoirienne. Le PPA-CI, qui entend y jouer un rôle central, multiplie les appels à des réformes électorales majeures. Selon ses responsables, sans garanties d'équité, la participation du parti au scrutin pourrait être conditionnée ou même remise en question.

« Notre combat est d'abord pour la transparence et la justice. Si ces conditions ne sont pas réunies, nous ne servirons pas de caution à une mascarade électorale », a précisé un porte-parole du parti lors d'une récente conférence de presse.

Vers une recomposition de l'espace politique ?

La mi-juin pourrait donc marquer un tournant stratégique dans l'agenda du PPA-CI. La décision de maintenir ou non le cap du dialogue, ou au contraire d'entrer dans une phase de confrontation politique, dépendra largement des signaux envoyés par le gouvernement dans les prochaines semaines.

Avec Dr. Ben Zahoui DÉGBOU, Géographe-journaliste, spécialiste en géopolitique et en commerce international

60^{es} Assemblées annuelles de la BAD : Le Président Alassane Ouattara salue une coopération fructueuse entre la Côte d'Ivoire et la Banque africaine de développement



60^{es} Assemblées annuelles de la BAD : Le Président Alassane Ouattara salue une coopération fructueuse entre la Côte d'Ivoire et la Banque africaine de développement. Activités de plein air. Le Président de la République, Alassane Ouattara, a procédé ce mardi à l'ouverture officielle des 60^{es} Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), organisées à Abidjan, siège de l'institution. À cette occasion, le Chef de l'État a exprimé sa satisfaction quant à la qualité de la coopération entre la Côte d'Ivoire et la BAD, soulignant que les acquis issus de ce partenariat ont plus que doublé au cours de la dernière décennie. La

cérémonie d'ouverture a rassemblé un large éventail de participants, parmi lesquels des chefs d'État et de gouvernement africains, des responsables d'institutions internationales, des partenaires au développement, des acteurs du secteur privé, ainsi que des représentants de la société civile. Un partenaire stratégique du développement ivoirien. Dans son allocution, le Président Ouattara a rappelé le rôle central de la BAD dans l'accompagnement des Plans nationaux de développement (PND) de la Côte d'Ivoire. Il a qualifié l'institution de partenaire clé dans la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des ambitions éco-

nomiques et sociales du pays. Il a également tenu à saluer la contribution de la Banque au développement du continent. « Depuis sa création en 1964, la BAD a profondément transformé le paysage économique et social de l'Afrique », a-t-il déclaré. Activités de plein air. Valoriser le capital africain pour transformer les économies. Le Président Ouattara a mis en lumière la pertinence du thème retenu pour ces 60^{es} Assemblées :

« Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement ».

À travers ce thème, il a invité les participants à engager des réflexions sur les réformes structurelles et politiques économiques à même de maximiser la contribution du capital humain, financier et commercial à la transformation structurelle des économies africaines.

Un potentiel africain à libérer

Soulignant que l'Afrique dispose d'un potentiel remarquable, notamment une population jeune et talentueuse, des opportunités d'investissement attractives et des perspectives économiques prometteuses, le Chef de l'État ivoirien a affirmé sa conviction qu'une meilleure valorisation de ces atouts permettra de bâtir des économies plus inclusives, plus vertes et plus résilientes.

Hommage au président de la BAD

Enfin, le Président Ouattara a adressé ses chaleureuses félicitations au président de la BAD, Akinwumi Adesina, pour le dynamisme qu'il insufflé à l'institution ainsi que pour son engagement constant en faveur du développement du continent africain.

Les Assemblées annuelles de la BAD se poursuivent jusqu'au 30 mai 2025 à Abidjan, réaffirmant le rôle de la capitale économique ivoirienne comme plateforme stratégique de la coopération panafricaine.

CICG

Perenco dévoilera sa stratégie d'expansion en Afrique lors de l'African Energy Week 2025



Le Cap, Afrique du Sud, 28 mai 2025 – Armel Simondin, PDG de Perenco, présentera lors de la conférence African Energy Week (AEW) 2025 la stratégie de développement de l'entreprise sur les marchés pétroliers et gaziers d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. En tant qu'acteur indépendant majeur au Gabon, en République du Congo et en République Démocratique du Congo (RDC), Perenco entend renforcer sa production régionale, tout en misant fortement sur le gaz naturel comme levier de croissance.

Cap Lopez : un projet gazier d'envergure
Fer de lance de sa stratégie gazière, le terminal

méthanier de Cap Lopez au Gabon est en cours de développement, avec une mise en service prévue pour 2026. Doté d'une unité FLNG construite à Dubaï, le projet pourra produire 700 000 tonnes de GNL et 25 000 tonnes de GPL par an, avec une capacité de stockage de 137 000 m³. Ce projet d'1 milliard de dollars marque une étape décisive pour le développement gazier du Gabon. **Déploiement du GPL et diversification énergétique** Gabon : L'usine de GPL de Batanga, inaugurée en 2023, permet une production annuelle de 15 000 tonnes, réduisant les importations de 40 à 50 %. Elle alimente également une centrale électrique de 20 MW à Mayumba. Cameroun : Depuis juillet 2024, le

centre de traitement de gaz de Bipaga alimente l'usine de carreaux de Keda grâce à un pipeline de 6 km reliant le champ de Sanaga Sud.

Intensification des activités pétrolières

Congo : Perenco prévoit d'exploiter 2 à 3 plateformes dès mi-2025 pour atteindre une production de 100 000 barils par jour, notamment sur les champs Tchibouela-Est, Masseko, Emeraude et Marine XXVII. RDC : Une importante découverte offshore a été réalisée en 2024 avec le puits Moke-East, une première depuis près de 30 ans.

Gabon : Des résultats encourageants ont été obtenus en février 2024 sur un puits près de la découverte Hylia South West, ciblant les résér-

voirs NTO et Madiela. Un rôle central dans l'avenir énergétique africain La participation d'Armel Simondin à l'AEW 2025 permettra de partager les ambitions de Perenco et de souligner le rôle stratégique des opérateurs indépendants dans le développement des hydrocarbures africains. L'événement constituera une plateforme majeure pour discuter des investissements futurs, des défis sectoriels et des opportunités énergétiques sur le continent. « Perenco met en valeur des ressources stratégiques en Afrique et crée des opportunités majeures pour les pays hôtes », déclare NJ Ayuk, président exécutif de l'African Energy Chamber.

Au Sénégal Diomaye lance « le Dialogue national sur le système politique »

Bassirou Diomaye Faye : « Dialoguer en temps de paix, c'est prévenir les crises » Ce 28 mai 2025, conformément son engagement envers les principes républicains, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a officiellement ouvert le Dialogue national sur le système politique du Sénégal. Dans un message fort, le chef de l'État a souligné que dialoguer en période de stabilité est un acte de maturité politique, qui vise non seulement à consolider les acquis démocratiques, mais aussi à prévenir les tensions futures. Ce dialogue rassemble l'ensemble des forces

vives de la Nation : partis politiques, organisations de la société civile, institutions religieuses et coutumières, intellectuels, syndicats, et autres acteurs majeurs de la vie nationale. Il a pour ambition de renforcer les institutions démocratiques et d'assurer la stabilité politique durable, condition essentielle à l'édification d'un Sénégal souverain, équitable et prospère. En conclusion, le président a appelé à l'unité nationale : « Dans la cohésion, bâtissons le Sénégal, souverain, juste et prospère auquel nous aspirons. »

L'OURS

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email: info@connectionivoirienne.net. com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipe info@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly: Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73

Protéger et soutenir Ibrahim Traoré

Un devoir pour toute l'Afrique



leader de la lutte pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, fut assassiné en 1973 par des agents ennemis (cf. Pierre Englebert, « Amilcar Cabral and the National Liberation of Guinea-Bissau », 2000).

Plus récemment, Laurent Gbagbo, président de Côte d'Ivoire, a été déposé et emprisonné à La Haye (Pays-Bas) après la crise post-électorale de 2010-2011, dans un contexte où les puissances occidentales ont soutenu son adversaire Alassane Ouattara (cf. Moïse Lida Kouassi, « Témoignage sur la crise ivoirienne. De la lutte pour la démocratie à l'épreuve de la rébellion », L'Harmattan, 2010). Activités de plein air

Ibrahim Traoré: un nouveau chapitre dans la lutte pour l'indépendance

Le capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir en 2022 dans un Burkina Faso en crise sécuritaire et sociale, porte une ambition de rupture avec le néocolonialisme. Quand on l'écoute, on ne peut s'empêcher de penser à Sankara qui disait que « **le vrai développement, c'est celui qui libère les peuples et non celui qui enrichit une minorité** ». Traoré s'inscrit dans cette tradition de leaders qui veulent que leur pays maîtrise ses ressources et ses décisions politiques. Mais il fait face à des pressions intenses. Lui-même le reconnaissait dans une conférence de presse à Kaya, le 23 mars 2023: « **La résistance au changement est forte, car elle menace ceux qui profitent du statu quo.** »

Admirer Traoré, prier et chanter pour lui, tout cela est bien mais pas suffisant à mon avis, à cause des menaces internes et externes qui pèsent sur sa vie. Face à ces menaces, il est crucial que le continent africain et sa diaspora agissent. Il est important qu'ils fassent bloc derrière lui contre ceux qui veulent tenter à sa vie. Voici ce que déclarait Nkrumah à ce sujet: « **L'Afrique doit s'unir pour protéger ses fils et bâtir son destin.** » (cf. K. Nkrumah, « **I Speak of Freedom** », 1961).

Les élites africaines doivent s'engager, apporter leur expertise et ressources au service de la révolution burkinabè. La diaspora, un levier essentiel, peut jouer un grand rôle dans ce processus. Une victoire burkinabè est une victoire africaine. La réussite de Traoré serait un signal fort pour toute l'Afrique. Elle pourrait inspirer une nouvelle génération à refuser le joug néocolonial. Bref, nous devons agir ensemble pour protéger la révolution burkinabè. Pour éviter le sort funeste des leaders assassinés, nous devons être pour Traoré une muraille de feu tout autour comme Yahvé promettait de l'être pour la ville de Jérusalem (Zacharie 2, 5). Nous devons le soutenir par une mobilisation collective. Soutenir Traoré, c'est travailler à la renaissance africaine. Comme le clamait Patrice Lumumba, « **le combat continue, car l'Afrique doit être libre et digne** ».

Jean-Claude Djéréké
facebookPartagez sur Facebook

Depuis l'ère de la décolonisation, le continent africain a vu émerger des leaders visionnaires, qui ont incarné l'espoir d'une Afrique libre, indépendante et capable de profiter pleinement de ses richesses naturelles et humaines. Des figures telles que Patrice Lumumba, Sylvanus Olympio, Kwame Nkrumah, Modibo Keïta, Ruben Um Nyobè, Thomas Sankara, Samora Machel, Amilcar Cabral et Laurent Gbagbo ont marqué cette lutte. Pourtant, nombre d'entre eux ont été assassinés ou renversés, victimes des intérêts impérialistes occidentaux qui ne pouvaient tolérer une Afrique véritablement souveraine.

Aujourd'hui, le capitaine Ibrahim Traoré, au Burkina Faso, s'inscrit dans cette même dynamique de changement radical.

Pour éviter qu'il ne subisse le même sort que ses prédécesseurs, toute l'Afrique, y compris ses élites en diaspora, doit se mobiliser pour le soutenir et le protéger.

Une histoire tragique de leaders africains assassinés ou renversés

Les exemples sont légion et tragiquement similaires.

Patrice Lumumba, premier Premier ministre de la République démocratique du Congo, fut exécuté avec deux autres alliés politiques (Maurice Mpolo et Joseph Okito), le 17 janvier 1961, parce qu'il était partisan d'une indépendance débarrassée de toute tutelle apparente ou occulte. La CIA américaine et le gouvernement belge seraient impliqués dans la mort atroce de Lumumba selon les enquêtes officielles menées par le Parlement belge en 2001 (Commission d'enquête parlementaire belge sur l'assassinat de Lumumba). Qu'est-ce que les impérialistes reprochaient à Lumumba? Le discours prononcé, le 30 juin 1960, à Léopoldville devant le roi Baudouin 1er. Lumumba avait déclaré: « Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière. » Sylvanus Olympio, premier président du Togo, fut assassiné en 1963 lors d'un coup d'État qui peut être considéré comme la première déstabilisation militaire post-indépendance en Afrique francophone (cf. Jean-Pierre Bat, « **Histoire politique du Togo** », 1995). Kwame Nkrumah, architecte du panafricanisme, fut renversé en 1966 par un coup d'État militaire soutenu par la CIA (cf. John Stockwell, « **In Search of Enemies** », 1978). Dans son livre « **Africa Must Unite** », Nkrumah écrivait: « L'unité afri-

caine est la clé pour mettre fin à la domination impérialiste. » Modibo Keïta, premier président du Mali, fut déposé en 1968 par Moussa Traoré avec l'appui de la France, en grande partie à cause de son orientation socialiste indépendante. Emprisonné à Kidal, puis à Bamako, il mourra en détention le 16 mai 1977 (cf. Mamadou Coulibaly, « **Modibo Keïta, l'étoile rouge** », 2009 et Issa Balla Moussa Sangaré, « **Modibo Keïta, la renaissance malienne** », L'Harmattan, 2016). Um Nyobè, leader du mouvement indépendantiste camerounais, fut abattu de plusieurs balles par l'armée coloniale française, le 13 septembre 1958. Son corps sera traîné jusqu'au chef-lieu de la région avant d'être coulé dans un bloc de béton. Il luttait pourtant « **pour une Afrique libre, sans chaînes ni maîtres** » (cf. Ruben Um Nyobè, « **Le problème national camerounais** », présenté par J.A. Mbembe, L'Harmattan, 1984). Thomas Sankara, président du Burkina Faso de 1983 à 1987, fut éliminé lors d'un coup d'État perpétré avec la complicité d'intérêts étrangers (cf. Valère D. Somé, « **Thomas Sankara, l'espoir assassiné** », L'Harmattan, 1990). Samora Machel, premier président du Mozambique, est mort dans un accident d'avion en 1986. Cet accident aurait été orchestré par l'apartheid sud-africain (cf. Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni, « **The Decolonial Mandela** », 2013). Amilcar Cabral,



La Commission électorale publie la liste électorale définitive « pas de nouvelle révision avant l'élection présidentielle »



Elle sera consultable à partir du mercredi 04 juin 2025, sur notre site internet www.cei.ci et par SMS, en tapant les syntaxes *919# ou #919# chez tous les opérateurs de téléphonie mobile. Les grandes lignes de la Déclaration liminaire faite par le président de la Commission Centrale de la CEI
Déclaration liminaire de la Commission Centrale

de la CEI Mesdames et Messieurs les journalistes, Chers hommes et femmes de médias, Au nom de la Commission Centrale, je vous remercie pour votre présence et votre accompagnement constant dans le processus électoral en cours. Conformément au décret du 5 septembre 2024, la Révision de la Liste Électorale (RLE) s'est tenue du 19 octobre au 17 novembre 2024. Après traitement des données, intégration des radiations légales, et prise en compte des réclamations, la liste électorale définitive a été arrêtée ce lundi 2 juin 2025. Malgré un calendrier contraint, la CEI a travaillé avec rigueur pour respecter les délais et intégrer les recommandations des acteurs politiques. Il est techniquement impossible de conduire une nouvelle révision avant l'élection présidentielle du 25 octobre 2025, ce qui justifie l'anticipation sur les primo-inscrits majeurs d'ici fin février 2025. Certes, la liste électorale peut comporter des imperfections, liées à l'histoire, à l'état civil, ou aux accords politiques passés. Mais elle reste notre bien commun, fruit de révisions successives depuis 1960. Grâce à la biométrie et au mécanisme de contentieux, nous pouvons affirmer qu'elle est fiable et crédible.

Statistiques clés de la liste électorale 2024-2025

Électeurs inscrits : 8 727 431
(hausse de 715 006 ; +8,92 %)
Hommes : 4 508 948 (51,66 %)
Femmes : 4 218 483 (48,34 %)

Lieux de vote : 11 906 (dont 989 nouveaux)

Bureaux de vote : 25 678 (dont 2 154 nouveaux)
La liste électorale définitive sera consultable dès le mercredi 4 juin 2025 sur www.cei.ci et via SMS avec *919# ou #919#. Concernant le parrainage citoyen, la CEI garantit un délai d'environ trois mois pour la collecte, sur la base de la liste électorale définitive, comme souhaité par les partis. Des communications spécifiques interviendront à très brève échéance. En conclusion, la CEI reste engagée à renforcer notre démocratie, dans un esprit de transparence et de respect des institutions. Comme l'écrivait Aimé Césaire : **«La Nation n'est pas une construction, mais un mûrissement»** Préservons ensemble la paix et la stabilité de notre pays, pour les générations futures.

M. COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim
Président de la Commission
Electoral Indépendante

Nigeria plus de 200 morts et 500 disparus dans des inondations



Les inondations survenues la semaine dernière au Nigeria ont fait plus de 200 morts et environ 500 disparus, selon les autorités locales. Les recherches ont été suspendues, les secours estimant qu'il n'y a plus de survivants.

La ville de Mokwa, dans l'ouest du pays, a été particulièrement touchée après de fortes pluies et l'effondrement d'un barrage. Les

corps de nombreuses victimes ont été emportés par le fleuve Niger. Pour prévenir les risques sanitaires, les autorités entameront l'exhumation des corps. Le Nigeria, en pleine saison des pluies (avril-octobre), fait face à des inondations de plus en plus violentes. Selon le World Weather Attribution (WWA), le changement climatique accroît ces phénomènes extrêmes en Afrique de l'Ouest. The commercial city of #Mokwa in Niger State is literally underwater following heavy rains this week. Landslides & flooding have swept away or destroyed dozens of homes. More than 100 deaths including children, are reported. Emergency services are on site. pic.twitter.com/EWRZYvEye

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous

Les pays africains face au défi de la réécriture de leur histoire



célébrés, les silences historiques... et propose une narration centrée sur les sociétés africaines elles-mêmes, plutôt que sur leur rapport à l'Europe. Des figures comme Cheikh Anta Diop ou Joseph Ki-Zerbo avaient déjà posé les bases d'une histoire africaine écrite par les Africains. Aujourd'hui, des historiens, enseignants, artistes ou activistes poursuivent ce travail. Leur objectif n'est pas de nier l'héritage colonial, mais de le replacer dans une chronologie plus longue, qui rende justice aux civilisations précoloniales, aux résistances, aux trajectoires locales de construction des États. Le mouvement gagne aussi les politiques éducatives. Certains pays, comme le Sénégal, le Bénin ou le Rwanda, ont entamé des réformes des programmes scolaires pour mieux intégrer l'histoire nationale et panafricaine. Mais les résistances demeurent : inertie institutionnelle, manque de formation des enseignants, pénurie de manuels adaptés... Et, plus profondément, une tension persistante entre les modèles éducatifs hérités de la colonisation et la volonté d'inventer des cadres pédagogiques enracinés. Décoloniser le récit national, c'est donc bien plus qu'une réforme des programmes : c'est une démarche politique, culturelle et sociale. C'est aussi reconnaître que l'histoire n'est pas un simple savoir, mais un pouvoir. Celui de dire d'où l'on vient, pour mieux choisir où l'on va.

Avec Lemonde.fr

Décoloniser le récit national : une ambition née à l'indépendance, mais relancée aujourd'hui par des courants souverainistes et un profond besoin de réappropriation culturelle. C'est la question que soulève chaque année Mamadou Souleymane Sy, professeur d'histoire-géographie à Saint-Louis, interpellé par ses élèves : « Pourquoi connaît-on mieux l'histoire de l'Europe que celle du Sénégal ? » Un questionne-

ment légitime, au cœur d'un débat plus large : pourquoi les programmes scolaires africains restent-ils encore centrés sur l'histoire coloniale ou européenne, au détriment des royaumes et résistances locaux ? Pour M. Sy, il faut enseigner cette mémoire dès le collège, car elle éclaire la construction des identités nationales. Depuis quelques années, de nombreuses voix africaines – enseignants, historiens, artistes –

militent pour une relecture de l'histoire écrite par et pour les Africains. Loin d'un rejet du passé colonial, il s'agit d'intégrer les récits oubliés, de valoriser les figures et dynamiques locales, et d'offrir une lecture plus équilibrée du passé. Ce désir de réécriture s'exprime dans les salles de classe, mais aussi dans les musées, les médias, la recherche universitaire et les réseaux sociaux. Il interroge les récits transmis, les héros

Hadj 2025

La Direction des Cultes met en garde contre des escroqueries orchestrées par de faux agents

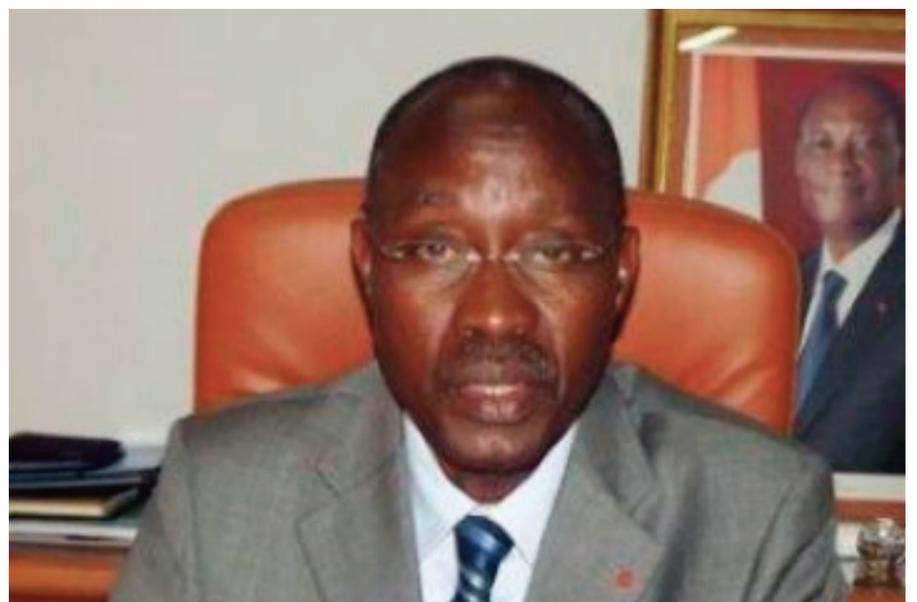
À l'approche du Hadj 2025, la Direction Générale des Cultes alerte l'opinion publique sur des cas d'escroquerie impliquant des individus se faisant passer pour ses représentants. Dans un communiqué officiel publié ce mercredi, l'institution dénonce des agissements frauduleux : des personnes malintentionnées auraient soutiré de l'argent à des candidats au pèlerinage en leur promettant une place garantie pour le Hadj. Ces actes sont fermement condamnés par la Direction, qui dément tout lien avec les auteurs de ces pratiques et se dégage de toute responsabilité quant aux préjudices subis. « Ces manœuvres visent à ternir l'image des acteurs investis dans l'organisation du Hadj, alors que leurs efforts ont hissé la Côte d'Ivoire au rang des meilleurs organisa-

teurs mondiaux ces dernières années », souligne le communiqué. Activités de plein air

Vigilance et responsabilité

Face à cette situation préoccupante, la Direction appelle la population, et en particulier la communauté musulmane, à faire preuve de la plus grande vigilance. Toute personne confrontée à un comportement suspect est invitée à le signaler sans délai aux autorités compétentes, notamment aux services de police. L'administration réaffirme son engagement pour une organisation rigoureuse, transparente et conforme aux normes religieuses et sécuritaires. Elle se tient à la disposition des citoyens pour toute information ou clarification concernant les démarches officielles du Hadj 2025.

Avec Fratmat



Clôture du SARA: Beugré Mambé remet des tracteurs aux agriculteurs



À la faveur de la clôture de la 7ème édition du Salon international de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA) 2025, Robert Beugré Mambé, Premier Ministre, ministre des Sports et du Cadre de vie, a procédé, ce dimanche 1er juin 2025, au Parc des Expo-

sitions d'Abidjan Port-Bouët, à la remise de tracteurs aux agriculteurs ivoiriens. Représentant le Président de la République, Alassane Ouattara, pour baisser le rideau sur ce Salon qui a tenu toutes ses promesses, du 23 mai au 1er juin, le Chef du Gouvernement avait

à ses côtés le ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Kobenan Kouassi Adjoumani, et le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, Koffi N'Guessan.

« Le Président de la République vous offre ce matériel pour moderniser les exploitations agricoles », a dit le Premier Ministre au ministre d'État, Kobenan Kouassi Adjoumani, avant de féliciter les ministères en charge de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Production animale, et des Eaux et forêts qui ont uni leurs forces pour « offrir un SARA extraordinaire » à la population. Et ce, d'autant plus que la jeunesse ivoirienne a montré un « intérêt grandissant » pour ce secteur d'activité qui est porteur de beaucoup d'emplois. « Il s'agit au total, au titre de matériels motorisés, de 100 tracteurs de 47 chevaux, 10 moissonneuses batteuses et 64 motoculteurs ; au titre des équipements, 33 pulvérisateurs, 33 houes rotatives, 33 remorques de 4 tonnes, 33 charrues à disque, 32 pulvérisateurs mécaniques auto-portés, 31 gyro-

broyeurs et 33 épandeurs d'engrais », a énuméré le ministre d'État Kobenan Kouassi Adjoumani, avant d'ajouter que ce matériel sera mis à la disposition des Directions régionales de l'Agriculture avec des équipes spécialisées afin de faciliter leur accès aux producteurs.

Procédant à la remise symbolique des clés d'un tracteur au directeur régional de l'Agriculture de San Pedro, le Premier Ministre Robert Beugré Mambé a engagé les directeurs régionaux, à produire de meilleurs rendements. « Au rendez-vous de la productivité et de la transformation, la Côte d'Ivoire doit être meilleure avec un bon rendement », a-t-il souligné. Activités de plein air

N'Guessan Koffi Michel, directeur régional de l'Agriculture de San Pedro, a témoigné, au nom de ses pairs, toute sa gratitude au Gouvernement ivoirien pour la remise de ce matériel. « Ce matériel vient à point nommé pour satisfaire un besoin du terrain, celui de la mécanisation de notre agriculture », s'est-il réjoui.

CICG

Fistule obstétricale: Plus de 4 400 femmes déjà prises en charge en Côte-d'Ivoire



Dans le cadre de la lutte contre la fistule obstétricale, la Côte d'Ivoire a déjà permis la réparation médico-chirurgicale de plus de 4 400 femmes, avec l'appui de l'UNFPA et de l'agence KOICA. Cette pathologie, conséquence d'un accouchement prolongé sans soins adéquats, touche environ 1 % des femmes en âge de procréer, soit près de 74 000 femmes dans le pays. Du 12 au 24 mai 2025, une mission internationale gratuite de prise en charge a permis d'opérer environ 150 femmes sur cinq sites sanitaires à Bouaké, Bondoukou, Man, Korhogo et Bodo. Elle s'est accompagnée d'une formation de 23 chirurgiens et d'une conférence régionale à Abidjan, dans le cadre de la Journée inter-

nationale pour l'élimination de la fistule obstétricale, célébrée le 23 mai. Activités de plein air Depuis 2012, plus de 16 millions de dollars ont été investis dans la prévention, le traitement et la réinsertion socio-économique des survivantes. À ce jour, 2 200 femmes ont pu bénéficier d'activités génératrices de revenus. Une campagne nationale de mobilisation de ressources est en cours jusqu'au 31 décembre 2025, avec pour objectif de réunir 75 milliards FCFA afin de traiter environ 77 000 femmes. Le gouvernement réaffirme son engagement à éradiquer cette pathologie d'ici 2030.

Avec CICG

**Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous**

Le Centre national de radiothérapie de Grand-Bassam achevé à 90%



Le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, Pierre N'gou Dimba a annoncé le mardi 03 juin 2025, un taux d'avancement de 90% des gros œuvres du Centre national de radiothérapie et de traitement des maladies du cancer (CNRAM) de Grand-Bassam. Accompagné du maire de Grand-Bassam, Jean-Louis Moulot, et du directeur des infrastructures du ministère de la Santé, Yéo Péna, le ministre Pierre Dimba à l'issue d'une visite de chantier a salué l'importance de ce projet « à vocation sous régionale », doté de 200 lits d'hospitalisation et équipé de technologies de pointe comme le PEPSCAN, un accélérateur de particules pour le traitement du cancer. D'un coût total de 52 milliards FCFA (HT), le CNRAM doit permettre de réduire les déplacements médicaux à l'étranger pour les patients atteints de cancer. « Aujourd'hui, nous n'avons pas encore le PEPSCAN en Côte d'Ivoire. Avec ce centre, de moins en moins de personnes devront voyager pour se soigner », a déclaré M. Dimba. Activités de plein air Le ministre de la Santé a fixé un délai de six mois

pour la finalisation des travaux, incluant l'installation des équipements médicaux, dont une partie est déjà en route. « Sur le plan financier, 36% des fonds ont été débloqués, mais l'essentiel des dépenses concerne les équipements », a-t-il précisé. Le maire Jean-Louis Moulot s'est félicité de l'implantation de ce centre, qui s'ajoute à d'autres projets structurants comme l'embouchure de Grand-Bassam (21 milliards FCFA) et la rénovation de l'hôpital général. « Ce centre confortera Grand-Bassam comme une destination de référence, y compris pour le tourisme médical en Afrique de l'Ouest », a-t-il affirmé. Chef du projet a reconnu des difficultés liées à la nature du sol (nappe phréatique élevée), mais assuré que les solutions techniques ont été trouvées. « Nous visons une livraison d'ici octobre 2025, conformément aux instructions du ministre. La seconde œuvre est en cours, et avec une coordination renforcée, nous tenons les délais. », a assuré, Yéo Péna.

(AIP)

Pays-Bas: Chute du gouvernement dominé par l'extrême droite de Geert Wilders



La coalition gouvernementale néerlandaise, dominée par le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders, a officiellement chuté. Le Premier ministre Dick Schoof a présenté sa démission au roi Willem-Alexander, entraînant la fin anticipée d'un gouvernement en place depuis à peine un an. L'élément déclencheur : le retrait des ministres du PVV, annoncé mardi matin par Geert Wilders. Motif invoqué : une politique d'asile jugée trop laxiste. Cette rupture a mis un terme immédiat à la coalition, provoquant une crise politique aux Pays-Bas. Les autres partis de la coalition – le VVD (droite libérale), le NSC (centre droit) et le BBB (agriculteur-conservateur) – avaient brièvement envisagé de gouverner en minorité, mais ont rapidement abandonné cette option, en raison de leur faible popularité actuelle

dans les sondages. Le gouvernement est désormais en affaires courantes. Il ne pourra proposer de nouvelles réformes ni de grandes orientations politiques jusqu'à la formation d'un nouvel exécutif. Même les membres du PVV qui souhaitaient rester, comme le ministre de l'Économie Marnix Beljaarts ou le secrétaire d'État Coenradie, ont été contraints de quitter leurs fonctions. Les portefeuilles du PVV seront temporairement redistribués entre les partis restants de la coalition. Le Conseil électoral néerlandais doit maintenant fixer la date des prochaines élections législatives. Ce nouveau bouleversement politique illustre les limites de l'extrême droite une fois confrontée à la réalité du pouvoir : entre slogans d'opposition et contraintes de gouvernance, la rupture était inévitable. Credit photo: ANP

TERMINEZ L'ANNÉE EN BEAUTÉ CHEZ TRACTAFRIC MOTORS

AVEC DES OFFRES EXCEPTIONNELLES À PARTIR DE

10 850 000 FCFA TTC

+ CARTE CADEAU*

TRACTAFRIC MOTORS
Élite d'Ivoire

Tél. 27 21 75 03 00

wave

0 F stress, risque, frais

Règle désormais ta facture **CIE, SODECI** sans frais avec Wave !

1316 Termes et conditions sur www.wave.ci

Adjamé: Les déguerpis demandent un recasement sur un site approprié



Victime des travaux du transport urbain à Abidjan, la communauté du village d'Abidjan-Adjamé fait partie des communautés impactées par les nombreux projets financés par la Banque africaine de développement (Bad). Mobio Kosokré Prosper, secrétaire général de la chefferie de ce village, explique les attentes des populations de la Bad qui tient ses 60es Assemblées annuelles, du 26 au 30 mai 2025, à Abidjan. C'était à l'occasion d'un atelier régional organisé par Lumière Synergie pour le développement (Ong basée à Dakar), en collaboration avec la Coalition ivoirienne de la défense des droits humains (Ciddh), du 26 au 27 mai 2025, à Abidjan-Plateau sur le thème : « **Amplifier la voix des femmes affectées par les projets du groupe de la Banque africaine de développement : Quelles perspectives pour respecter, protéger et réparer les injustices dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures ?** ». Un projet financé par la Foundation fort just society (Fjs), une Ong américaine. « **Notre village a été détruit parce qu'un pont devrait passer par là pour relier Yopougon à l'Indinié. On a entendu beaucoup de choses. Mais ce que je voudrais vous dire, les habitants d'Abidjan-Adjamé ne sont pas contre le développement. Nous voulons que les gens sachent que les Ebriés sont installés là entre le 14e et le 17e siècle et pour le développement toutes nos terres ont été prises et nous nous sommes retrouvés sur un lopin de terre** », a-t-il soutenu. Avant d'ajouter que ce que le village d'Abidjan-Adjamé déplore, « **c'est le fait que la communauté villageoise était en négociation avec les autorités étatiques qui nous nous ont demandé d'attendre que des solutions seront trouvées. Afin que nous soyons satisfaits, nous avons fait des doléances énumérées en 13 points. Nous étions donc là quand une nuit, le 25 juillet 2024, le village a**

été détruit, la communauté Ebrié du village n'a pas été indemnisée. Mais nous sommes toujours en négociation. Nous avons même des négociations encore les prochains jours pour que le village soit indemnisé et que la population soit recasée ». A en croire M. Mobio, le cas d'Abidjan-Adjamé est un cas spécial. « Les gens pensent que c'est un quartier précaire qu'il suffit de détruire, dédommager les gens et c'est fini, mais non. Les Atchans sont propriétaires terriens d'Abidjan et ils n'ont plus d'autres villages ailleurs, ils n'ont pas de plantations, les gens vivent des ressources de leurs maisons qu'ils ont construites, donc le problème est plus profond que ça. L'espace qui a servi à la construction de la caserne des sapeurs-pompiers et celui de la Cnps d'Adjamé sont nos terres. Mais tout ceci a été obtenu grâce à des négociations. Aujourd'hui, il s'agit non seulement d'indemniser les populations et trouver des terres dans la commune d'Abidjan pour les recaser. Mais le problème, on ne veut pas nous écouter. C'est donc un plaidoyer que nous faisons auprès de l'Etat de Côte d'Ivoire pour que l'on nous trouve des terres. C'est quelque chose qui nous tient à cœur. » Activités de plein air Parlant de cet atelier régional, Prosper Mobio dit être à cette tribune à l'invitation de la Coalition ivoirienne des défenseurs des droits humains. « Nous avons été invités. Notre présence ici s'explique par le fait que la Bad a contribué au financement de ce projet. Nous sommes venus pour faire un plaidoyer pour que l'institution financière nous aide à faire en sorte que le village soit indemnisé et que des terres soient trouvées pour les villageois. Nous savons que le respect des droits humains dans ces projets fait partie des priorités de la Bad. Donc nous pensons que si nos droits ont été bafoués à un certain moment, ce que nous demandons au nouveau président de la Bad, c'est de rétablir le village dans ses droits », a-t-il dit. Le village d'Adjamé-Abid-

jan impacté par le projet de transport urbain d'Abidjan fait partie d'un ensemble de communautés impactées par les projets financés par la Bad. Il s'agit du village de Taboth, dans la sous-préfecture de Jacquenville, qui accueille la Centrale thermique d'Atinkou ; du village de Singrobo impacté par un projet de la Centrale hydroélectrique ; de la localité de Khelcom avec

le projet de la Centrale à charbon de Sendou ; du quartier de Colobane, du fait du projet de Train express régional (au Sénégal), Gonsin et le projet Yeleen (au Burkina Faso) et The Sanniquellie Logatuo Road Project (au Liberia), etc. Une correspondance particulière de E.Y. Avec FratMat

TERMINEZ L'ANNÉE EN BEAUTÉ CHEZ TRACTAFRIC MOTORS

AVEC DES OFFRES EXCEPTIONNELLES À PARTIR DE

10 850 000 FCFA TTC

+ CARTE CADEAU*

*Offre réservée à la vente de véhicules neufs, dans le cadre de la promotion. Conditions de 10 000 000 FCFA

TRACTAFRIC MOTORS Côte d'Ivoire

Tél. 27 21 75 03 00